

[Texte]

the carrot, then maybe you have to use a whip. But we prefer to use the carrot rather than the whip.

Mr. Orlikow: Mr. Minister, I find it interesting that Mrs. Thatcher, who is no wild-eyed radical . . . in her country they have these specific requirements.

Frequently, in the House and in interviews, you have said that the people who are opposing this bill do it because they do not understand the bill, they do not understand the facts and so on, and they are ignorant and misguided. A week ago every Member of Parliament got a letter signed by about 15 organizations including the Canadian Association of Social Workers, the Canadian Council on Social Development, the Canadian Federation of University Women, the Canadian Labour Congress, the Canadian Health Coalition, the Catholic Health Association of Canada, and the Consumers' Association of Canada.

How is it that these organizations—very responsible organizations which have the ability to look in depth into important questions, many of whom I am sure will come before this committee—and many others, after all the discussion we have had, after all the explanations you have made, are still diametrically opposed to what you are proposing to do, are still saying that this bill will cost hundreds of millions of dollars to the Canadian people, either directly to the consumer or through the pharmacare plans, public and private?

Mr. Andre: I do not know. Perhaps you can answer that. I have given you the studies to show that the \$650 million figure you have been using is simply not true, cannot be substantiated by the facts. If you would like to go over the details, want to bring in a chalk-board, and we can have a good go-over of that study or any other studies, I would be willing to do that. But are you asking me why people are making outrageous statements like that prices will rise and sky-rocket? I do not know why responsible people would make those outrageous statements. I have not seen anything from anybody to substantiate the validity of those statements.

The one study that apparently most of this was based on was the CDMA study and we have provided a critique of it. Let us look at the critique.

Mr. Orlikow: Mr. Minister, where are the—

Mr. Andre: People took the study, ran around, made these horrendous statements and so on, without any foundation. You tell me why they are doing it.

Mr. Orlikow: Where are the studies from which you quoted?

Mr. Andre: I just gave them to you.

The Chairman: Mr. Kempling.

[Traduction]

découvrons que l'âne ne s'intéresse pas à la carotte, nous devons peut-être avoir recours au bâton. Mais pour le moment, nous préférons la carotte au bâton.

M. Orlikow: Monsieur le ministre, je trouve intéressant que M^{me} Thatcher, qu'on ne peut accuser d'ultra-gauchisme . . . ces modalités ont été fixées au Royaume-Uni.

Très fréquemment, à la Chambre ou au cours d'entrevues, vous avez affirmé que ceux qui contestaient ce projet de loi s'y opposaient parce qu'ils n'en comprenaient pas les modalités, qu'ils ne comprenaient pas les faits, etc., et vous avez ajouté qu'ils étaient ignorants et mal informés. Il y a une semaine, chaque député a reçu une lettre paraphée par environ 15 associations, dont l'Association canadienne des travailleurs sociaux, le Conseil canadien de développement social, la Fédération canadienne des femmes diplômées des universités, le Congrès du travail du Canada, la Coalition de la santé du Canada, l'Association catholique de la santé du Canada et l'Association des consommateurs du Canada.

Comment se fait-il que ces associations—organisations très consciencieuses, qui disposent des moyens voulus pour analyser à fond toute question importante, et dont plusieurs comparaitront devant ce Comité, j'en suis sûr—et de nombreuses autres, après toutes les discussions que nous avons eues, après toutes les explications que vous avez apportées, s'opposent toujours diamétralement à ce que vous proposez, affirment encore aujourd'hui que ce projet de loi coûtera des centaines de millions de dollars à la population canadienne que devront débourser les consommateurs ou qu'ils devront assumer en payant davantage de primes pour leurs régimes publics ou privés d'assurance-médicaments?

M. Andre: Je ne sais pas. Peut-être pourriez-vous répondre à cette question. Je vous ai remis les études qui ont été effectuées et qui indiquent que les 650 millions de dollars que vous citez ne correspondent pas du tout à la réalité, ne peuvent être justifiés. Si vous voulez que nous examinions ces dispositions dans le détail, que nous passions en revue cette étude, ou d'autres études, à l'aide d'un tableau noir, je serais tout à fait disposé à le faire. Mais vous me demandez pourquoi certains font des commentaires aussi gros, disent que les prix vont augmenter et monter en flèche. Je ne sais pas pourquoi des gens par ailleurs raisonnables font ce genre de commentaires erronés. Je n'ai rien vu qui puisse corroborer les faits que vous citez.

La seule étude qui, apparemment, exposait la plupart de ces faits était celle réalisée par la CDMA, que nous avons analysée. Examinons cette analyse.

M. Orlikow: Monsieur le ministre, où sont les . . .

M. Andre: Certains ont lu cette étude, se sont mis à pousser des hurlements, et à faire des commentaires monstrueux, et ce, sans fondement aucun. Dites-moi ce qui les motive.

M. Orlikow: Où sont les études que vous avez citées?

M. Andre: Je viens de vous les donner.

Le président: Monsieur Kempling.